

Intervention de M. Jean-Louis FOSSIER, président du groupe des Elus communistes et républicains / Front de gauche

Monsieur le Maire,
Chers Collègues,

Je voudrais tout d'abord remercier l'ensemble des services municipaux qui ont permis une bonne préparation de ce Débat d'Orientation Budgétaire. C'est le premier depuis qu'a été tournée - mais peut-on toujours le croire ? - la page de 10 ans de régression, 10 années de casse et de politique libérale menée à l'échelle européenne, et qui ont laissé notre région dans une situation d'urgence économique et sociale insupportable et inquiétante avec 349.000 chômeurs officiellement recensés.

Ces années ont été marquées par de nombreuses attaques contre le monde du travail, elles ont vu fonder de nombreuses divisions dans la communauté nationale avec un Président de la République qui, au lieu de rassembler les Françaises et les Français, a préféré une politique de stigmatisation opposant nos compatriotes les uns aux autres.

Les collectivités territoriales et les communes, notamment au travers de leur autonomie financière, ont été durement attaquées alors qu'elles jouent un rôle irremplaçable pour l'investissement, l'emploi, pour la protection des familles, l'accès au logement, aux loisirs, aux sports, à la culture. La suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par la Contribution Economique Territoriale a engendré un manque à gagner de 10 milliards pour l'Etat au profit des grandes entreprises - et je ne parle pas là des artisans et commerçants qui eux, ont également trinqué avec cette réforme. Les inégalités territoriales et sociales se sont accrues et avec la TP, nous avons perdu un levier fiscal qui nous désarme de notre pouvoir d'action, complètement dépendants que nous sommes désormais de dotations d'Etat qui vont stagner en 2013, c'est-à-dire diminuer de 2 à 3% compte tenu de l'inflation, pour chuter vertigineusement de 4,5 milliards en 2014 et 2015.

Des communes ont atteint les limites de la pression fiscale sur les habitants avec les différentes colonnes d'impôts et parfois une lourde taxe d'enlèvement des ordures ménagères, comme dans la communauté d'agglomération voisine de Lens Liévin. Même avec l'augmentation de 1% des taux qu'il nous est proposé d'adopter aujourd'hui, les foyers courriérois verront augmenter leurs impôts de 2 % rien que pour la part communale, compte tenu de l'augmentation des valeurs locatives et des frais de recouvrement.

Les bases ont été augmentées avec les constructions nouvelles et on pourrait se dire que le relèvement des taux reste raisonnable si les salaires et pensions suivaient la même courbe, si un nombre non négligeable de nos concitoyens ne risquaient pas de devenir imposables avec le gel maintenu du barème de l'impôt sur le revenu ou avec la suppression de la 1/2 part pour les personnes ayant élevé seules leurs enfants. Et puis il ya aussi l'augmentation prévue de la TVA, l'instauration de la taxe sur les pensions et leur désindexation...et j'en passe comme la fiscalisation des allocations familiales.

Courrières ne vit pas sur une île préservée de submersion par la grâce de ses techniciens de la gestion, aussi bons soient-ils. On note par ailleurs qu'en 2012, les recettes des services municipaux ont diminué, ce qui pourrait être l'indicateur d'une baisse de la fréquentation de nos équipements par des Courriérois tirant sur toutes leurs dépenses malgré des tarifs populaires.

De même, nos investissements sont prévus en baisse pour 2013, même s'ils gardent un volume correct, et on peut légitimement se demander pour les prochaines années, quelles seront nos charges de fonctionnement avec l'explosion du coût des fluides, et les capacités d'investissement de la commune dans les projets et besoins qui restent nombreux, mais confrontés désormais à :

- une capacité d'autofinancement en réduction après une forte mise à contribution ces dernières années,
- la baisse drastique de tous les concours financiers extérieurs de l'Etat, des collectivités et de l'Europe,
- la soumission du gouvernement aux marchés financiers, aux dogmes libéraux catastrophiques de la compétitivité et de la solvabilité de la dette,
- le frein mis par les banques et la troïka (Europe, Banque européenne et FMI) à une utilisation autre que spéculative de l'argent...

Les Françaises et les Français ont choisi le changement, certes un changement mesuré, raisonnable, mais un changement tout de même. Or, comme des millions de nos compatriotes, nous voyons que

ce changement est bloqué, renié, abandonné. Depuis bientôt un an, en matière économique et sociale, que constatent les Courriérois comme changements dans leur vie quotidienne de plus en plus difficile ? Fondamentalement,

- rien contre les licenciements boursiers,
- rien pour donner aux salariés des pouvoirs d'intervention contre le démantèlement industriel,
- refus d'une réforme pour une juste progressivité de l'impôt,
- rejet de l'abrogation des 50 milliards d'exonérations sociales et de la modulation incitative des cotisations et du crédit pour favoriser l'emploi, la formation, la recherche et les salaires, en taxant les revenus financiers spéculatifs des grandes entreprises. Il y a 30 ans, ces grandes entreprises payaient 50% d'impôts sur les sociétés...aujourd'hui 10%....

Concernant la réforme territoriale de Sarkozy, elle n'a pas été abrogée et l'Etat risque bien de se désengager de nombreuses nouvelles compétences, y compris celle d'éducation quand on voit sa proposition de réforme des rythmes scolaires laissée à la charge des communes alors même que, parallèlement, il leur coupe les fonds. Les communes et les agents cadres territoriaux risquent d'être intégrés de force dans des périmètres élargis sans projet partagé et aux compétences obligatoires elles-mêmes élargies. Notre droit à gérer notre sol serait y compris délégué. C'est la métropolisation en marche avec pour seul objectif la réduction des dépenses publiques, la mort des communes et la mise en adéquation de nos territoires avec les exigences de l'Europe des marchés.

Précisément, sur cette question de l'Europe, c'est vraiment la continuité que le gouvernement a choisi en ratifiant le traité Merkel/Sarkozy, avec les voix de droite, sans consulter le peuple français et sans avoir changé une seule virgule à ce traité, contrairement à ce qu'avait promis François Hollande. L'Europe est à l'heure d'une austérité qui tue la croissance, la relance et l'emploi. De grands projets qui nous intéressent au premier chef, comme la liaison Seine-Nord, sont en attente. Le programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis est diminué de 40% et l'on peine à imaginer ce que cela va engendrer de drames supplémentaires...et je ne parle pas de la suppression envisagée des programmes universitaires Erasmus dont ont sans doute bénéficié nombre de nos jeunes étudiants courriérois.

Pourtant de l'argent, il y en a ! Cela dépend pour qui et pour quoi !

On nous rassure que le « coût » du travail est responsable de la situation économique du pays alors que depuis près de 30 ans, c'est le coût du capital qui explose avec pratiquement 10 % de la richesse nationale qui ont été transférés de la rémunération du travail (emploi, salaires, protection sociale) vers la rémunération du capital, soit près de 200 milliards par an. Les entreprises sont exonérées de cotisations sociales et bénéficient de larges niches fiscales pour un total d'environ 70 milliards par an. Pire, alors que les Français ont clairement indiqué leur aspiration à plus de justice et d'équité, le nouveau gouvernement a décidé contre toute attente d'augmenter la TVA. Ce sont donc les ménages et les collectivités qui vont financer les 20 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux accordés au grand patronat sans aucune exigence de résultat en matière d'emploi et de relance économique. Ces 20 milliards s'ajoutent aux 170 milliards d'aide aux entreprises qui n'ont eu aucun effet pour stopper les délocalisations et les licenciements boursiers avec mise à la rue de milliers d'ouvriers et cadres.

Deux autres chiffres, rarement cités, pour illustrer mon propos : en 2010, les sociétés non financières ont dépensé 145 milliards d'euros en cotisations sociales patronales et 2 fois plus en intérêts et en dividendes avec 308 milliards d'euros. S'ajoute que, depuis 2005, la somme des dividendes versés dépasse très largement la somme des investissements réalisés par les entreprises.

Leur accorder 20 milliards d'euros supplémentaires en crédit d'impôts - mesure à laquelle les élus communistes se sont opposés - alors que, dans le même temps, le gouvernement n'a augmenté le SMIC que de 0,6 % et qu'il va baisser les pensions, cela s'inscrit plus dans la continuité que dans la rupture, on l'admettra aussi !

Et j'en terminerai très provisoirement ce soir par une citation qui dit que si le pessimisme est affaire d'intelligence, l'optimisme est affaire de volonté. Et bien nous, élus du groupe communiste et républicain, nous disons que le changement reste affaire de volonté et que l'intelligence commande que l'on peut sortir du cercle récessif où s'enlise gravement notre pays et aussi notre commune.

Il faut arrêter d'être dur avec les faibles et faibles avec les puissants. Quelles que soient les garanties apportées aux banques par le gouvernement, les chiens de garde du capital que sont Moody's ou Standard and Poor's continueront à mordre pour exiger toujours plus d'austérité pour les Français. Pour l'instant on en est, je le rappelle, à 60 milliards de réduction des dépenses publiques d'ici à 2017...Mais Jérôme CAHUZAC, ministre du budget, sympathisant helvète, réclame encore plus, lui aussi...

Merci de votre attention.